



PAY UP
FOR



AND
DAMAGE

03

RAPPORT MORAL
DU PRÉSIDENT

04

QUI SOMMES-
NOUS ?

06

2023, DES DATES
CLÉS ET DES
VICTOIRES

07

COMMUNICATION

08

2023, L'ANNÉE
LA PLUS CHAUDE
JAMAIS ENREGISTRÉE

10

L'ACTION CLIMATIQUE AU
CŒUR DES TERRITOIRES

12

L'IMPULSION DE SOLUTIONS
DANS TOUS LES SECTEURS
ÉMETTEURS

16

POUR UNE PLANIFICATION
ÉCOLOGIQUE AMBITIEUSE
ET JUSTE

19

À L'INTERNATIONAL ET
EN EUROPE, DES ENJEUX
IMPORTANTES

22

NOS FINANCES

Directrice de la publication : Morgane Créach
Coordination de la publication : Mathilde Lebourgeois
Conception Graphique : www.solenmarrel.fr

LE RAPPORT MORAL DU PRÉSIDENT



Tandis que j'écris ces lignes, la situation géopolitique est particulièrement dramatique, et la situation politique en France et en Europe très inquiétante. Alors que nos actions de plaidoyer ont permis d'enregistrer ces dernières années des succès historiques, comme l'interdiction de vente des véhicules thermiques en 2035, l'investissement dans des technologies de rupture dans l'industrie lourde ou la mise en place du Fonds mondial sur les pertes et dommages, le spectre d'un retour de bâton se profile tant les politiques écologiques sont accusées de tous les maux.

D'importants reculs ont déjà eu lieu ces derniers mois, en matière de biodiversité ou encore de rénovation thermique des logements. Le budget prévu en faveur de l'écologie a quant à lui été le plus sacrifié sur l'autel des restrictions budgétaires annoncées par le Gouvernement. Par ailleurs, l'opposition aux énergies renouvelables, mais aussi à certaines politiques en faveur de l'efficacité énergétique (interdiction de la location des passoires thermiques...) et au principe même de la sobriété, est revendiquée comme un étendard par une partie de la classe politique, ce qui est lourd de menaces pour l'avenir. Le gouvernement se félicite de la baisse des émissions mais ne fait pas

respecter ses propres circulaires pour accélérer le développement des énergies renouvelables, refuse d'adopter de nouveaux objectifs pour ces mêmes énergies, pénalise les substituts végétaux à la viande, poursuit le climaticide projet d'A69 et appuie sur le frein en matière de rénovation thermique des logements.

Dans ce contexte, le Réseau Action Climat est unanimement reconnu par ses membres comme un espace de dialogue et de construction apaisé et constructif. Il s'agit là d'un atout pour les années à venir, dont la préservation n'a pas de prix. De nouvelles alliances, notamment avec des acteurs de la santé, nous ont permis de développer notre audience et la force de notre plaidoyer.

La réorganisation interne du Réseau Action Climat a été menée à bien et va nous permettre d'aborder plus sereinement les nombreux enjeux qui nous attendent. Pour terminer, je tiens à féliciter l'équipe salariée pour son engagement sans faille, et je souhaite la bienvenue aux derniers arrivés ainsi qu'à l'association Reclaim Finance qui nous a rejoint cette année.

Philippe Quirion

QUI SOMMES-NOUS ?

27

ASSOCIATIONS
NATIONALES
MEMBRES

7

MEMBRES
DU BUREAU
EXÉCUTIF

10

ASSOCIATIONS
LOCALES

23

SALARIÉS AU 31
DÉCEMBRE 2023

+155 000

ABONNÉS SUR LES
RÉSEAUX SOCIAUX

35

ADHÉRENTS
INDIVIDUELS

Le Réseau Action Climat fédère 27 associations nationales de protection de l'environnement, de lutte contre la pauvreté, de développement et de solidarité internationale. Il comporte par ailleurs un collège de 10 associations locales ainsi qu'un collège de 36 adhérents individuels. Il a pour principale mission de lutter contre le dérèglement climatique, de l'échelle internationale à l'échelle locale.

LES SIÈGES ET AGRÈMENTS

Le Réseau Action Climat est agréé par le Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires « Association nationale de protection de l'environnement » (agrément renouvelé le 1^{er} janvier 2024). Il est également habilité à être désigné pour prendre part au débat sur l'environnement se déroulant dans le cadre des instances consultatives nationales (habilitation renouvelée le 2 juin 2023).

Il siège dans différentes instances nationales, notamment :

- Conseil National de la Transition Écologique (CNTE)
- Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE)
- Comité pour l'Économie verte
- Conseil National de l'Alimentation
- Conseil National de l'Air
- Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme
- Conseil National pour le Développement et la Solidarité Internationale (CNDSI)

ILS ONT REJOINT LE RÉSEAU ACTION CLIMAT : RECLAIM FINANCE



LES RÉSEAUX EUROPÉENS ET INTERNATIONAUX

- Membre et antenne française du Climate Action Network Europe (CAN Europe) et du Climate Action Network International (CAN International)
- Membre de Transport & Environment (T&E)

LES ASSOCIATIONS NATIONALES MEMBRES



LE BUREAU EXÉCUTIF DU RÉSEAU ACTION CLIMAT



PHILIPPE QUIRION
Président



ÉDOUARD TOULOUSE
Trésorier



ANTOINE BONDUELLE
Administrateur



DAMIEN DEMAILLY
Administrateur



LUCILE DUFOUR
Administratrice



RAPHAËLLE GAUTHIER
Administratrice



VENANCE JOURNÉ
Administratrice
membre du CESE

NOTRE GOUVERNANCE

Le Conseil d'Administration est composé d'un représentant de chaque organisation nationale membre, d'un représentant du collège d'associations locales et régionales, d'un représentant de celui des adhérents individuels ainsi que des 7 membres du bureau exécutif.

LES COLLECTIFS DONT NOUS SOMMES MEMBRES

Pacte du Pouvoir de Vivre

www.pactedupouvoirdevivre.fr

Alliance de plus de 60 acteurs majeurs dans la protection de l'environnement, la lutte contre la pauvreté, le soutien aux migrants, le monde étudiant, du travail, de l'éducation populaire, de l'économie sociale et solidaire et de la mutualité.

Alliance Écologique et Sociale

<https://alliance-ecologique-sociale.org>

Née en janvier 2020 de la volonté de syndicats et d'associations environnementales de changer les termes du débat et de défendre une vision profondément sociale et environnementale de notre société.

Pacte pour la Transition Citoyenne

<https://transition-citoyenne.org/pacte>

Porté durant les élections municipales de 2020 par des groupes de citoyen·nes afin d'engager les candidat·es à mettre en œuvre tout ou partie des 32 mesures, suivre et accompagner la progression des engagements pris par les élu·es tout au long des mandats.

Collectif Nourrir

<https://collectifnourrir.fr/>

Créé en 2022 et issu de la fusion de la plateforme pour une autre PAC et de la Plateforme citoyenne pour une transition agricole et alimentaire. Le Réseau Action Climat a œuvré à sa création, participant notamment à l'élaboration de sa stratégie.

L'ÉQUIPE SALARIÉE (EN AVRIL 2024)

COMITÉ DE DIRECTION



MORGANE CRÉACH
Directrice générale



ANNE BRINGAULT
Directrice des programmes



CAROLE BRUN
Directrice administrative et financière



MATHILDE LEBOURGEOIS
Directrice communication



EMMANUEL BERNARD
Gestionnaire administratif



AURÉLIE BRUNSTEIN
Responsable industrie



YVON CHAGUÉ
Chargé de Communication digitale



ALEXIS CHAILLOUX
Responsable transports



BENJAMIN CRETTEHAND
Chargé de sensibilisation



BASTIEN CUQ
Responsable énergie



CYRIELLE DENHARTIGH
Coordinatrice des programmes



ANTOINE DURAND
Responsable transition écologique et emplois



GAÏA FEBVRE
Responsable politiques internationales



CAROLINE FRANÇOIS-MARSAL
Responsable Europe



BENOÎT GRANIER
Responsable alimentation



RONAN GROUSSIER
Responsable agriculture



PIERRE LEFLAIVE
Responsable transports



ALIX MAZOUNIE
Coordinatrice des programmes



EMELINE NOTARI
Responsable financements de la transition écologique



MARINE POUGET
Responsable gouvernance internationale



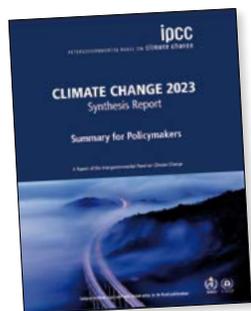
NOÉMIE SAETTLER
Chargée de gestion administrative et financière



CLARA SANNICOLO
Responsable climat et territoires

MERCI À : Valentin Desfontaines, Zélie Victor, Fiona Steffan et Ludivine Préneron

2023, DES DATES CLÉS ET DES VICTOIRES



Sortie de la synthèse
du 6^e rapport du GIEC



Mobilisation contre l'A69 /
présentation par Emmanuel Macron
de la planification écologique



COP 28 - opérationnalisation
du Fonds pertes et dommages,
transition hors des énergies fossiles

Février

Mars

Juin

Septembre

Octobre

Décembre

Annnonce d'Élisabeth Borne,
Première ministre, de 100
milliards d'euros pour le train

Sommet pour un Nouveau Pacte
Financier Mondial



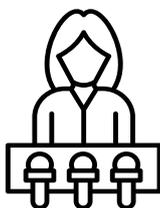
Présentation du Projet
de loi de finances 2024 :
renforcement du malus poids
sur les voitures thermiques,
hausse des financements
pour le climat

COMMUNICATION

En 2023, le Réseau Action Climat a renforcé sa communication auprès d'un public élargi grâce à une équipe de communication consolidée et à une diversification de supports de communication plus impactants. Il a notamment créé un nouveau [kit de formation](#)⁽¹⁾ à destination de toutes les personnes souhaitant former leurs publics au changement climatique. Basé sur les connaissances scientifiques les plus récentes, ce nouveau kit est disponible sur le site Internet. Pour s'adapter aux différents publics, 4 versions de présentation sont proposées ainsi qu'un livret d'accompagnement avec des informations et des activités complémentaires.

1550
RETOMBÉES PRESSE

35
COMMUNIQUÉS ET
DOSSIERS DE PRESSE



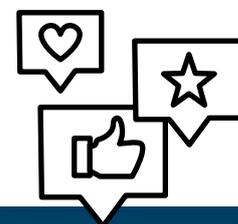
4 CONFÉRENCES
DE PRESSE



440 000
UTILISATEURS DE NOTRE
SITE WEB

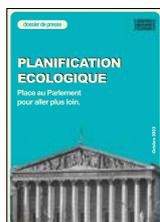


15 000
ABONNÉS À LA NEWSLETTER
MENSUELLE INFOS DE SERRE



DES ABONNÉS
DE PLUS EN PLUS
PLUS NOMBREUX
(Chiffres déc. 2023)

22
PUBLICATIONS



63 200
SUR TWITTER

39 000
SUR LINKEDIN (X2 EN UN AN)

28 000
SUR FACEBOOK

27 000
SUR INSTAGRAM

(1) <https://reseauactionclimat.org/nouveau-kit-pour-se-former-aux-enjeux-du-changement-climatique/>



2023, L'ANNÉE LA PLUS CHAUDE JAMAIS ENREGISTRÉE

Cela devient une triste habitude : chaque année apporte son lot de records. 2023 ne fait pas exception, loin de là, avec de nombreuses températures jamais enregistrées auparavant dans le monde : le jour le plus chaud, l'été le plus chaud et même l'année la plus chaude avec un réchauffement moyen de 1,48°C par rapport à l'ère pré-industrielle.

Les impacts du changement climatique devenant de plus en plus visibles, le Réseau Action Climat poursuit son travail de sensibilisation pour permettre au plus grand nombre de se saisir des enjeux liés à l'urgence climatique.



+ de 560 000

vues sur les réseaux sociaux pour le décodage de la synthèse du 6^e rapport du GIEC



UN « TOUR DE FRANCE » DES IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

LE 6^E RAPPORT DU GIEC : L'URGENCE EST LÀ, LES SOLUTIONS AUSSI

« *Des mesures plus ambitieuses s'imposent de toute urgence et, si nous agissons maintenant, nous pouvons encore garantir un avenir durable et vivable à toute la planète* ».

C'est avec ces mots que Hoesung Lee, désormais ex-Président du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC), a accompagné la sortie de la synthèse de son 6^e rapport. Parue en mars 2023, cette publication a conclu le 6^e cycle d'évaluation du GIEC, l'état des lieux le plus complet des connaissances scientifiques sur l'évolution du climat. À cette occasion, le Réseau Action Climat a réalisé [un article de décodage](#)⁽¹⁾ ainsi qu'une série d'infographies (en partenariat avec

l'agence Datagora) synthétisant les points clés de cette synthèse. Ces visuels ont été diffusés sur les réseaux sociaux en collaboration avec l'activiste Camille Etienne.

Par ailleurs, le Réseau Action Climat a également communiqué pour la première fois en TV et au cinéma à travers [un spot de sensibilisation](#)⁽²⁾, réalisé gracieusement par l'agence de publicité *Les Présidents*, pour alerter sur l'urgence climatique et dénoncer l'irresponsabilité des décideurs publics.

La France n'est pas épargnée par les impacts du changement climatique. 2023 représente la 2^e année la plus chaude enregistrée pour le pays, avec un mois de septembre record et un été marqué par 4 épisodes de canicule causant pas moins de 5 000 décès. La sécheresse hivernale, marquée par une séquence de 32 jours sans pluie, du jamais vu, a causé un très fort assèchement des sols aux nombreuses conséquences néfastes sur les activités agricoles. Le Réseau Action Climat a communiqué tout au long de l'année sur les réseaux sociaux sur les effets néfastes du changement climatique frappant les différentes régions françaises. Fonte des glaciers en Auvergne-Rhône-Alpes, sécheresse en Centre-Val-de-Loire, inondations dans les Hauts-de-France... [Un article sur ces impacts a été publié sur le site Internet](#)⁽³⁾ pour alimenter la nouvelle rubrique « [Urgence climatique](#) ».

(1) <https://reseauactionclimat.org/synthese-du-rapport-du-giec-lurgence-climatique-est-la-les-solutions-aussi/>

(2) <https://reseauactionclimat.org/climat-le-debat-politique-tourne-en-derision-par-5-associations/>

(3) <https://reseauactionclimat.org/quels-sont-les-impacts-du-changement-climatique-en-france/>



L'ACTION CLIMATIQUE AU CŒUR DES TERRITOIRES

2023 marquait la moitié du mandat des communes et intercommunalités, élues en 2020 pour six ans. Lors de la campagne électorale, nombre d'entre elles s'étaient engagées, sur la base du Pacte pour la Transition, à mettre en œuvre sur leur territoire la transition écologique, sociale et démocratique. Les 32 mesures du Pacte forment une feuille de route pour le mandat avec des actions concrètes dans de nombreux secteurs clé pour le climat, l'économie circulaire, la démocratie locale, la justice sociale.

Le Réseau Action Climat, en coordination avec Alternatiba et le Collectif pour une Transition Citoyenne, a coordonné l'évaluation d'une centaine de communes et intercommunalités sur la mise en œuvre de leurs engagements.

ACCOMPAGNER LES CITOYENNES ET CITOYENS POUR TRANSFORMER LES POLITIQUES LOCALES

A lors que le mandat se déroule, les promesses de campagne s'éloignent. Pourtant, les citoyennes et citoyens ont des attentes fortes sur la transformation durable de leur cadre de vie par leurs élus locaux. Au total, plus de 150 bénévoles ont été formés aux compétences des collectivités, à l'évaluation de leur collectivité, au plaidoyer local, à la représentation dans les médias, aux alliances avec d'autres acteurs du territoire. Le Réseau Action Climat a participé au développement d'une plateforme interactive⁽¹⁾ leur permettant d'évaluer leurs politiques locales et de les comparer avec celles mises en œuvre partout en France : 60 groupes locaux ont évalué 103 communes et intercommunalités, renforçant leurs relations avec leurs élus et leur rôle de contre-pouvoir citoyen.

+150

citoyen-nes formé-es aux enjeux de la transition écologique locale



LES CITOYENS FONT LE BILAN DE LEUR COMMUNE

L'évaluation des politiques de transition par les habitants concernés a constitué un point d'étape obligatoire en cours de mandat. Le Réseau Action Climat et les associations partenaires, ont rédigé [un rapport](#)⁽²⁾ qui met en lumière les manquements structurels au respect des obligations légales par les collectivités évaluées. Il a aussi permis d'identifier les priorités des réseaux de bénévoles, et de préparer la deuxième moitié du mandat : le retard accumulé en 2023 n'est qu'une raison de plus pour accélérer d'ici 2026 !

(1) <https://suivi-pacte-transition.org/>

(2) <https://reseauactionclimat.org/3-ans-apres-les-elections-municipales-les-citoyens-evaluent-l'action-de-leur-maire/>



L'IMPULSION DE SOLUTIONS DANS TOUS LES SECTEURS ÉMETTEURS

En 2023, le Réseau Action Climat a continué d'agir pour proposer une transformation des principaux secteurs émetteurs de gaz à effet de serre (transport, agriculture, industrie...).



LES TRANSPORTS COLLECTIFS COMME FER DE LANCE DE NOS MOBILITÉS DE DEMAIN

L'année 2023 a marqué un tournant important dans le discours des responsables politiques concernant les investissements dans les infrastructures de transports, dans la lignée de [ce qui était demandé](#) par le Réseau Action Climat⁽¹⁾. En effet, la Première Ministre Elisabeth Borne a présenté en février 2023 un Plan d'avenir pour les transports pour consacrer 100 milliards d'euros au ferroviaire d'ici à 2040 et mettre à contribution les secteurs les plus polluants, l'aviation et la route. Dans ce contexte, le Réseau Action Climat [a alerté](#) les responsables politiques sur la nécessité d'inscrire ces investissements dans une politique cohérente de mobilité⁽²⁾, qui s'appuie sur un plan vélo ambitieux et [un moratoire des projets routiers](#).⁽³⁾ Le Réseau Action Climat a par ailleurs coordonné [un sondage](#)⁽⁴⁾ qui a mis en évidence l'importance des enjeux tarifaires pour encourager le report modal de la voiture vers les transports collectifs et a défendu la mise en place d'[un ticket climat régional](#).⁽⁵⁾

84%
des Français seraient
favorables à l'instauration d'un ticket
climat régional

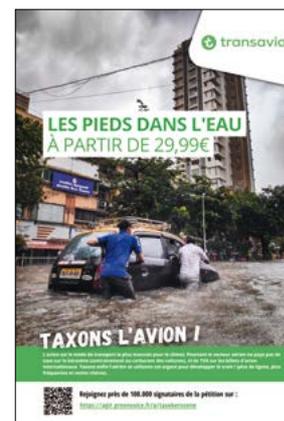
LA MISE À CONTRIBUTION DU SECTEUR AÉRIEN POUR FINANCER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

L'aviation est encore un véritable passager clandestin de la lutte contre le changement climatique : ses émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter parallèlement à l'explosion du trafic aérien, alors que le secteur bénéficie d'importants avantages fiscaux.

Le Réseau Action Climat a mené [une campagne](#)⁽⁶⁾ coordonnant plaidoyer, communication et actions de mobilisation, pour faire tomber le tabou autour de la fiscalité du secteur aérien et demander son renforcement avec deux objectifs :

- mettre fin aux niches fiscales dont profite le secteur aérien et qui soutiennent l'augmentation du trafic grâce à des prix qui ne reflètent ni la réalité économique, ni le coût écologique d'un trajet en avion.
- dégager des recettes significatives pour financer les infrastructures des transports de demain.

Cette campagne a permis de véritablement faire émerger cet enjeu dans le débat public et au sein des parlementaires de tous bords.



(1) <https://reseauactionclimat.org/publications/le-vrai-plan-dinvestissement-dans-les-infrastructures-de-transport-pour-reussir-la-transition-ecologique/>

(2) <https://reseauactionclimat.org/plan-davenir-pour-les-transport-une-bonne-nouvelle-pour-le-train-mais-dune-attente-dune-politique-globale-de-mobilite-coherente/>

(3) <https://reseauactionclimat.org/lheure-nest-pas-a-la-revue-mais-a-un-moratoire-pour-une-reflexion-systemique-sur-la-politique-du-tout-routier-et-ses-alternatives/>

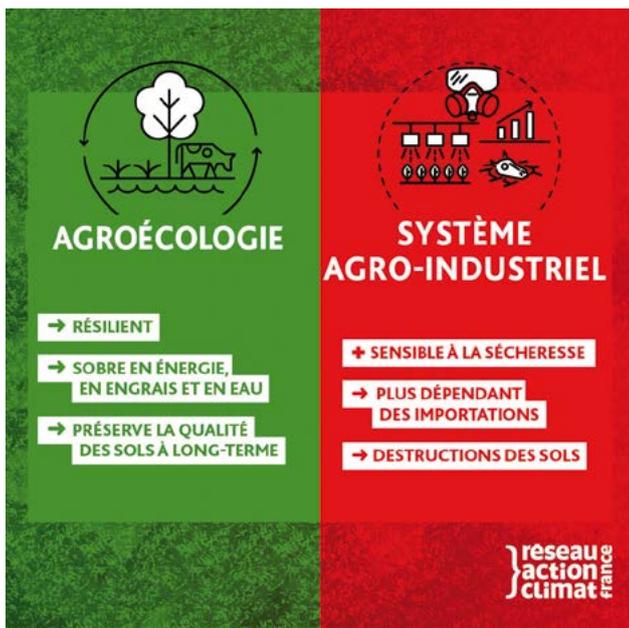
(4) <https://reseauactionclimat.org/nouveau-sondage-sur-lusage-du-train-des-francais/>

(5) <https://reseauactionclimat.org/un-ticket-climat-regional-pour-faire-du-train-un-mode-de-transport-populaire/>

(6) <https://reseauactionclimat.org/planification-ecologique-place-maintenant-au-parlement-pour-aller-plus-loin/>

L'AGROÉCOLOGIE, FACTEUR DE RÉSILIENCE FACE AUX IMPACTS CLIMATIQUES ET ÉCONOMIQUES

A lors que la sécheresse et les fortes chaleurs de l'été 2022 et de l'année 2023 ont durement éprouvé les agriculteurs, le Réseau Action Climat a publié, en partenariat avec le réseau paysan CIVAM, [un rapport](#)⁽⁷⁾ démontrant la résilience des modèles agro écologiques, dont l'agriculture biologique, face aux crises climatiques et économiques. Il a donc appelé sur la base de ce rapport les pouvoirs publics à ré-orienter massivement les soutiens publics et à faire de la transition de l'élevage un levier clé de la planification écologique. [Une note de recommandations](#) de politiques publiques ainsi qu'[une lettre ouverte](#) au ministre de l'agriculture ont ainsi été envoyées, et co-signées par plusieurs autres organisations⁽⁸⁾. Enfin, le Réseau Action Climat s'est impliqué dans la concertation publique menée autour du projet de loi d'orientation agricole pour y intégrer ces enjeux.



UNE ANNÉE DÉCISIVE POUR LA DÉCARBONATION DE L'INDUSTRIE

L'année 2023 s'est avérée décisive pour la décarbonation de l'industrie française avec le projet de loi industrie verte et la conclusion du travail d'établissement des feuilles de route des 50 sites les plus émetteurs de gaz à effet de serre. Le Réseau Action Climat a mené une campagne de plaidoyer avec de nombreuses associations membres dans le cadre du projet de loi afin de porter des mesures d'éco-conditionnalité des aides publiques et d'éviter tout recul du droit de l'environnement face à la volonté politique d'accélérer l'implantation de nouveaux sites industriels sur le territoire. Le Réseau Action Climat a également publié [un rapport sur les 50 sites émetteurs de CO₂](#)⁽⁹⁾ pour souligner l'inaction de ces industriels et éclairer sur les montants des aides publiques perçues par ceux-ci. Ce constat vient appuyer la nécessité d'engager les entreprises dans la décarbonation en conditionnant les aides publiques.

(7) <https://reseauactionclimat.org/publications/lagroecologie-solution-de-resilience-du-secteur-agricole-face-aux-chocs-climatiques-et-economiques/>

(8) <https://reseauactionclimat.org/lettre-ouverte-au-ministre-de-lagriculture-pour-une-transition-de-notre-elevage-et-de-notre-alimentation/>

(9) <https://reseauactionclimat.org/50-sites-industriels-francais-les-plus-emetteurs-de-co2-lheure-des-comptes/>

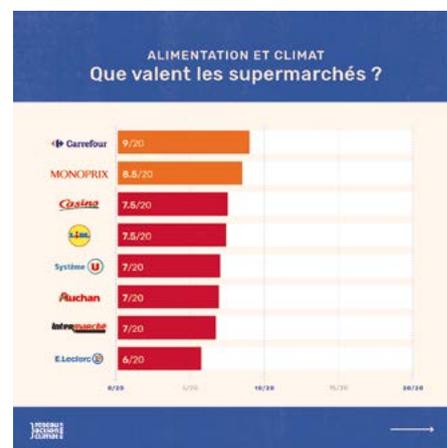


DES PROPOSITIONS POUR UNE ALIMENTATION SAINTE, DURABLE ET ACCESSIBLE AU PLUS GRAND NOMBRE

Le Réseau Action Climat a défendu la mise en œuvre de politiques publiques pour mieux réguler le secteur agroalimentaire et permettre à chacun d'accéder à une alimentation de qualité. Il a ainsi appelé à l'adoption d'une [Stratégie Nationale pour l'Alimentation, la Nutrition et le Climat ambitieuse](#), notamment dans [une lettre ouverte à la Première Ministre Élisabeth Borne](#)⁽¹⁰⁾ signée par une coalition de plus de 100 organisations de consommateurs, de familles et de santé.

Le Réseau Action Climat a également publié un rapport sur Alimentation et Climat: [l'heure des comptes pour les supermarchés](#)⁽¹¹⁾ illustrant la manière dont la grande distribution fait obstacle à la transition vers une alimentation saine et durable.

Enfin, avec plusieurs associations membres, une pétition a été lancée pour demander au gouvernement la mise en place d'un véritable étiquetage environnemental des produits alimentaires. Cette pétition, signée par 85 000 personnes et soutenue par 36 associations, a été [remise en personne](#) à la Secrétaire d'État chargée de l'écologie, Bérangère Couillard.



85 000
signataires à notre pétition
pour un véritable étiquetage
environnemental

(10) <https://reseauactionclimat.org/lettre-ouverte-des-organisations-a-elisabeth-borne-pour-une-veritable-strategie-nationale-pour-l'alimentation-la-nutrition-et-le-climat/>

(11) <https://pouressupermarchesdurables.org/>



© HL X Bouzas

POUR UNE PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE AMBITIEUSE ET JUSTE SOCIALEMENT

Le Réseau Action Climat demandait depuis plusieurs années au Gouvernement une planification de la transition écologique. En juin 2022, l'État a enfin reconnu le retard de la France et instauré ce fameux conseil de planification écologique. Cependant, malgré une crise économique et sociale, les mesures concrètes ont tardé à être annoncées. La transition écologique doit être juste et nécessite des solutions accessibles à tous et à toutes, ainsi qu'une meilleure répartition des efforts à fournir.



EMPLOI ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE : DES ÉCHANGES STRUCTURÉS AVEC LES SYNDICATS POUR UNE TRANSITION JUSTE

Le Réseau Action Climat a développé des espaces d'échanges réguliers avec les syndicats afin de pousser collectivement pour une transition écologique juste, qui accompagne les salariés des secteurs en reconversion. C'est le cas dans l'automobile, où les partenariats se sont traduits par plusieurs actions : [une tribune de position commune avec la CFDT et d'autres ONG^{\(1\)}](#), parue dans Le Monde en juin ; [l'organisation d'un forum en partenariat avec la CGT et Greenpeace pour dessiner l'avenir de l'automobile^{\(2\)}](#) ; un déplacement avec la CGT à Bordeaux, en soutien à un projet industriel innovant dans ce secteur.

L'OBSERVATOIRE CLIMAT ÉNERGIE : UN SUIVI CHIFFRÉ POUR UN DÉBAT ÉCLAIRÉ

L'observatoire climat-énergie⁽³⁾ est un outil en ligne développé par le Réseau Action Climat afin d'évaluer le niveau d'atteinte des objectifs climatiques et énergétiques de la France, définis dans la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) et la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE). Il a été mis à jour en 2023 avec les chiffres concernant l'année 2022. Ces résultats ont été présentés en septembre lors d'une conférence de presse.

La part de renouvelables dans la consommation d'énergie était de 20,7% en 2022 au lieu de l'objectif de 24,3%



(1) https://www.lemonde.fr/dees/article/2023/06/13/transition-ecologique-il-nous-faut-produire-des-vehicules-plus-efficaces-plus-sobres-et-accessibles-a-tous-ceux-qui-dependent-de-l-automobile-au-quotidien_6177362_3232.html

(2) <https://reseauactionclimat.org/forum-sur-l-avenir-de-l-automobile-le-24-mai-a-montreuil-par-la-cgt-greenpeace-et-le-reseau-action-climat/>

(3) <https://reseauactionclimat.org/ou-en-est-la-france-dans-ses-objectifs-climatiques-et-energetiques-edition-2023/>



LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE NÉCESSITE UN MEILLEUR FINANCEMENT ET UNE PLANIFICATION EFFECTIVE

En septembre 2023, Emmanuel Macron a présenté les grandes orientations de la planification écologique du pays. Le Réseau Action Climat a agi en amont de cette présentation pour intégrer au sein de cette planification 5 piliers essentiels : la sobriété, l'accessibilité des solutions à tous et à toutes, une plus juste répartition des efforts à fournir, la mutation du système agricole et la planification pluriannuelle des financements en faveur de la transition écologique. Le Réseau Action Climat a lancé une campagne de communication sur les réseaux sociaux sur ces enjeux et a lié la planification écologique au

projet de loi de finances pour 2024 afin que les annonces d'Emmanuel Macron se concrétisent par des engagements et des investissements réels⁽⁴⁾. Certaines avancées ont été obtenues dans le PLF 2024 notamment une augmentation des fonds pour la transition écologique de 7 milliards*, des réformes fiscales favorables à l'environnement et aux personnes les plus précaires (comme par exemple, une augmentation des aides à la rénovation énergétique) ainsi qu'une programmation pluriannuelle des financements de la transition écologique dans le cadre de l'examen de la loi de programmation des finances publiques (LPPF).

(4) <https://reseauactionclimat.org/planification-ecologique-place-maintenant-au-parlement-pour-aller-plus-loin>
*Un recul de 2 milliards d'euros a été annoncé mais pour l'instant n'a pas encore été traduit dans la loi



À L'INTERNATIONAL ET EN EUROPE, DES ENJEUX IMPORTANTS

L'année 2023 a été riche sur le plan international et européen : sommet pour un nouveau pacte financier mondial pour réformer l'architecture financière climat, finalisation du Pacte Vert européen et la COP 28 en décembre à Dubaï. Cette dernière a permis de mettre sur le devant de la scène la question épineuse de la sortie des énergies fossiles et d'opérationnaliser le Fonds pertes et dommages pour faire face aux conséquences irréversibles du changement climatique.

LA NÉCESSAIRE RÉFORME DE L'ARCHITECTURE FINANCIÈRE

Les 22 et 23 juin, s'est tenu à Paris, le sommet pour un Nouveau Pacte financier mondial. Les besoins des pays et populations vulnérables sont énormes mais les flux financiers et les réformes proposées jusqu'à présent ne sont pas suffisants pour répondre aux multiples crises auxquelles nous sommes confrontés. [C'est pourquoi le Réseau Action Climat, a défendu avec ses associations membres^{\(1\)}](https://reseauactionclimat.org/sommet-pour-un-nouveau-pacte-financier-mondial-les-ong-appellent-a-une-transformation-en-profondeur-plutot-que-des-tours-de-passe-passe/) :

- Une démocratisation des espaces de discussion
- Une justice de la dette et une justice fiscale
- Des nouvelles sources de financement

Les dirigeants du Sud sont venus à Paris avec une multitude de solutions aux crises du climat et de la dette. Mais les dirigeants des pays riches, qui contrôlent toujours les règles, n'ont pas montré beaucoup d'appétit pour les propositions les plus transformatrices.



QUELQUES AVANCÉES À LA COP 28

La COP28 s'est déroulée à Dubaï en décembre 2023. Dès le premier jour, les États ont adopté l'opérationnalisation du Fonds pertes et dommages, en le dotant d'un capital initial de 700 millions de dollars. Même s'il faudrait des milliards de dollars pour faire face aux conséquences irréversibles du changement climatique, cela marque une avancée importante après 30 ans de mobilisation de la part des pays insulaires et de nombreuses associations. Il s'agira désormais de surveiller que les pays les plus responsables contribuent équitablement à son financement.

[La COP28 a également marqué le début de la fin des énergies fossiles^{\(2\)}](https://reseauactionclimat.org/cop28-face-a-la-realite-scientifique-les-energies-fossiles-pointees-du-doigt-mais-des-zones-dombre-persistantes/). Après une mobilisation et un plaidoyer importants de la part des associations et de la société civile, le texte final fait référence pour la première fois dans l'histoire des COP à une sortie hors des énergies fossiles. Un signal important mais loin d'être suffisant. Non seulement parce que le texte final comporte de nombreuses exonérations et failles au profit du gaz, du nucléaire ou encore du captage et du stockage du carbone. Mais aussi parce qu'il convient désormais de transformer cette mention au sein d'engagements et de politiques et mesures concrètes dans l'ensemble des pays.

Enfin, la COP28 était également une étape importante pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris puisque les pays devaient s'accorder sur le premier Bilan mondial. Un exercice qui a permis de regarder dans le rétroviseur, de faire l'évaluation de ce qui a manqué au cours des dernières années mais aussi de regarder vers l'avenir pour s'assurer que le monde sera collectivement capable de garder le 1.5 degré à portée de main.

(1) <https://reseauactionclimat.org/sommet-pour-un-nouveau-pacte-financier-mondial-les-ong-appellent-a-une-transformation-en-profondeur-plutot-que-des-tours-de-passe-passe/>

(2) <https://reseauactionclimat.org/cop28-face-a-la-realite-scientifique-les-energies-fossiles-pointees-du-doigt-mais-des-zones-dombre-persistantes/>



LA FINALISATION DU PACTE VERT EUROPÉEN

En 2023, l'heure était à la finalisation du Pacte Vert européen. Le Réseau Action Climat s'est mobilisé pour renforcer l'ambition de la directive Énergies renouvelables et contrer les blocages des États membres pro-nucléaire ou pro-énergies fossiles. Il a notamment dénoncé les tentatives du gouvernement français de prendre en otage les négociations pour obtenir l'ajout d'une mesure pro-nucléaire au sein de cette directive. Le texte final porte à 42,5 % la part d'énergies renouvelables devant constituer le mix énergétique final européen d'ici 2030, une victoire par rapport à la position initiale des États de 40%.

La question financière est un enjeu capital pour la mise en œuvre du Pacte vert européen. Le Réseau Action Climat a publié [une note](#)⁽³⁾ comprenant 7 recommandations clés et envoyé des courriers en lien avec les ONG allemandes pour pousser les gouvernements français et allemand à se positionner sur la réforme du pacte de stabilité vers son assouplissement, afin de libérer l'investissement vert et juste. Nous avons réussi à obtenir certains assouplissements de ces règles qui excluent désormais les financements européens de la

comptabilisation du déficit excessif, et qui octroient davantage de temps aux États en situation de déficit excessif pour ramener leur déficit sous la barre des 3% du PIB, sous certaines conditions.

Il s'est aussi mobilisé pour la création d'un méga fonds climat afin d'augmenter et de pérenniser les financements européens dédiés à la transition écologique. La Commission européenne a proposé une enveloppe de financement (« STEP ») en juillet 2023 de 10 milliards d'euros pour financer des technologies stratégiques. C'est bien trop insuffisant pour répondre aux défis d'investissements dans la transition écologique qui se comptent en centaine de milliards d'euros.

Le Réseau Action Climat a également entamé la préparation des élections européennes qui se dérouleront le 9 juin 2024 en rédigeant [un manifeste](#)⁽⁴⁾ à l'attention des candidats et candidates qui se présenteront pour la France à cette élection. Cette dernière constitue une échéance décisive pour la mise en œuvre et l'accélération de l'action climatique européen.

(3) <https://reseauactionclimat.org/publications/note-de-position-sur-la-reforme-du-pacte-de-stabilite-et-de-croissance/>

(4) <https://reseauactionclimat.org/publications/europe-preparer-les-futurs-choc-politiques-energetiques-alimentaires/>

NOS FINANCES EN 2023

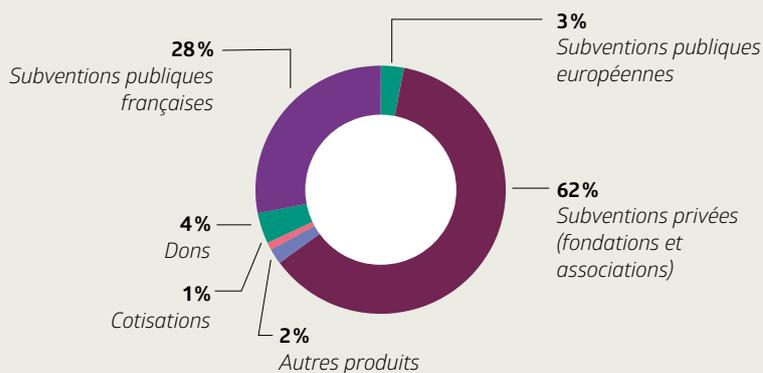
En 2023, le budget du Réseau Action Climat s'élève à 2 020 395 € et présente un résultat positif de 39 696 €.

Les comptes de l'association sont contrôlés et certifiés chaque année par un commissaire aux comptes (rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice 2023).

NOS PRINCIPAUX FINANCEURS EN 2023

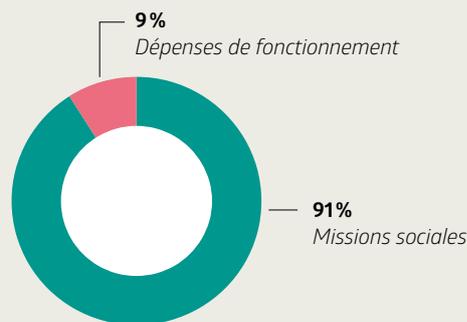


LES PRODUITS EN 2023



En 2023, les ressources du Réseau Action Climat proviennent à 93% de subventions, publiques et privées, pour un montant de 1 877 569 €. Les subventions publiques (31% du total des produits) comprennent les subventions nationales, de collectivités territoriales, d'instituts publics et les fonds européens. Les subventions privées (62% du total des produits) proviennent de fondations et associations. Les cotisations des membres et les dons représentent 4% des produits en 2023.

LES CHARGES EN 2023



Les dépenses de missions sociales (91% des dépenses) correspondent à la mise en œuvre des actions de coordination, de plaidoyer, d'expertise, de communication et de sensibilisation et comprennent les dépenses de personnel et les frais de communication, honoraires d'expertise, frais de déplacements, etc. Au 31 décembre 2023, le Réseau Action Climat comptait 23 salarié-e-s (21 en CDI). Les frais de fonctionnement représentent 9% des dépenses totales en 2023.



Le Réseau Action Climat, fédération de 37 associations nationales et locales, lutte contre les causes du changement climatique, de l'échelle internationale à l'échelle locale. Il est le représentant français du Climate Action Network International, réseau mondial de plus de 2 000 ONG. Il couvre l'ensemble des secteurs responsables du dérèglement climatique : les transports, la production d'énergie, l'agriculture et l'alimentation, l'habitat, l'industrie lourde et travaille à l'élaboration de mesures alternatives et ambitieuses pour lutter contre le changement climatique et ses impacts.

DÉCOUVREZ l'action du Réseau Action Climat et impliquez-vous avec nous sur le site :

<https://reseauactionclimat.org>

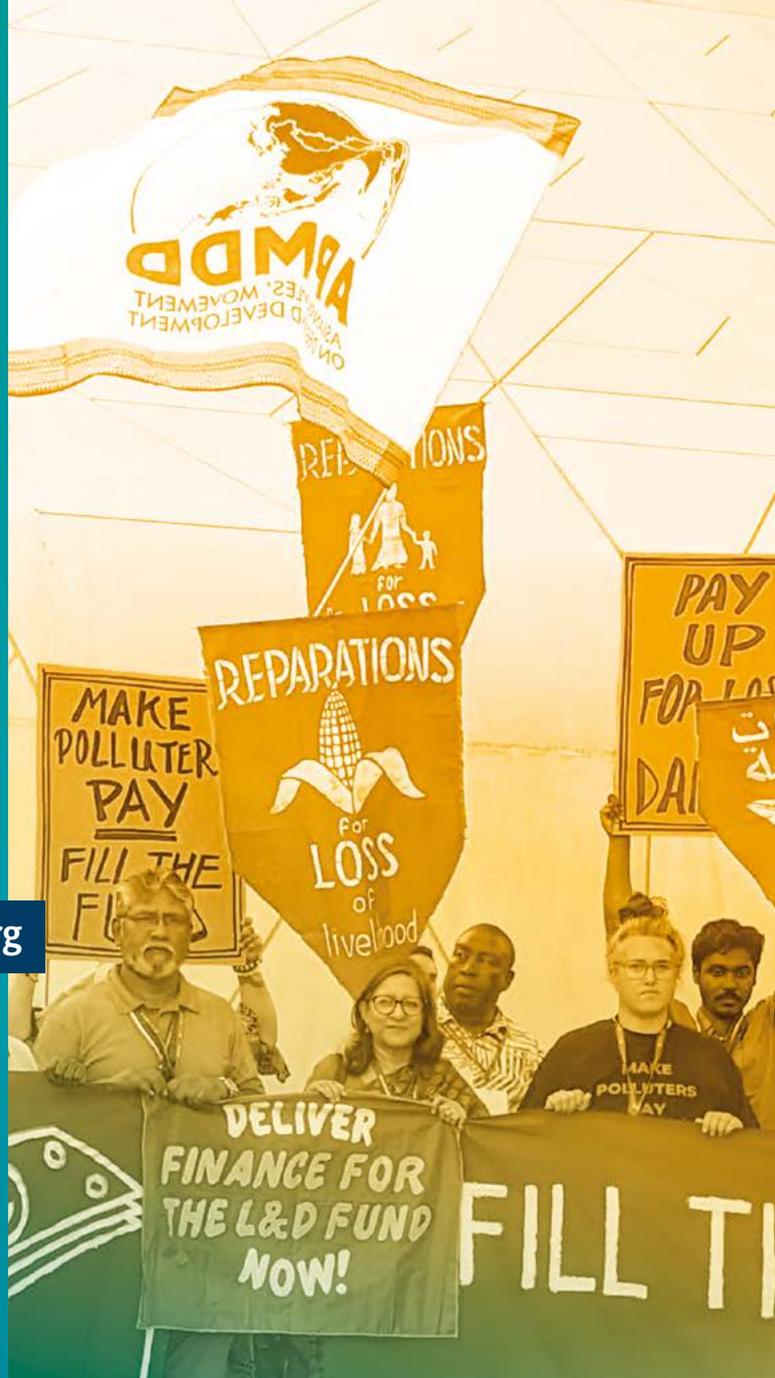
NOUS CONTACTER

Réseau Action Climat-France
Mundo M
47 Avenue Pasteur
93100 Montreuil

Tél. : 01 48 58 83 92

NOUS SUIVRE

-  @RACFrance
-  ReseauActionClimat
-  ReseauActionClimat
-  reseau-action-climat



Le Réseau Action Climat fédère les associations impliquées dans la lutte contre le changement climatique

